



Pourquoi le Sénat français invite un terroriste néo-nazi...et l'assure de son soutien?

Par [Romain Migus](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2019

[Venezuela en Vivo](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Ce mercredi 29 mai 2019, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, recevait une délégation de vénézuéliens, avec à leur tête Lorent Saleh.

En costume-cravate, [le jeune vénézuélien se livrait à un exercice de diplomatie parallèle](#) afin de rallier certains secteurs politiques décisionnaires de notre pays dans sa croisade anti-démocratique au Venezuela.

Que Mr. Saleh parade devant les médias français est une chose. Nous connaissons l'alignement systématique des rédactions sur les positions atlantistes et le manque de discernement de certains journalistes pour identifier leurs interlocuteurs. En revanche, l'invitation de Mr Saleh au Palais du Luxembourg révèle soit un dysfonctionnement des services de renseignements de notre pays, soit l'alignement d'une institution républicaine respectable sur les secteurs les plus anti-démocratiques de l'opposition vénézuélienne. Dans les deux cas, c'est assez préoccupant.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 29 mai 2019

L'opposition vénézuélienne au Sénat : « *Nous avons besoin de votre soutien !* »

M. Lorent Saleh, co-récipiendaire du Prix Sakharov 2017 pour la liberté de l'esprit (décerné à l'Opposition démocratique au Venezuela), a décrit devant les sénateurs mercredi 29 mai le véritable martyr du peuple vénézuélien.

M. Christian Cambon (Les Républicains – Val-de-Marne), président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, a souligné la dignité et le courage de l'opposition au régime Maduro qui manifeste pacifiquement. « *Nous apportons notre plein soutien à l'Assemblée nationale vénézuélienne et à son président Juan Guaido, reconnus par la France comme institutions démocratiquement élues.* »

« *La France continuera à œuvrer, notamment au sein du groupe de contact international, pour l'ouverture de couloirs humanitaires, pour la médiation en vue d'une solution politique, et pour que la Cour Pénale Internationale puisse œuvrer pour que les crimes commis au Venezuela ne restent pas impunis* » a déclaré Christian Cambon.

Le témoignage de M. Saleh est disponible [en VOD sur le site du Sénat](#).

Puisque personne ne semble connaître les antécédents et l'orientation politique de Lorent Saleh, nous nous permettons ici de les rappeler.

Qui est Laurent Saleh ?

Lorent Saleh est un activiste politique vénézuélien et fondateur du groupe ultra-radical Juventud Activa Venezuela Unida (JAVU). Ce groupuscule a été formé par les serbes de l'organisation Canvas (ex Otpor) aux techniques de coup d'Etat soft, théorisé par Gene Sharp. Ayant quitté Javu pour créer une autre officine (Operación Libertad), Lorent Saleh fut responsable d'actions insurrectionnelles réalisées dans l'Etat central de Carabobo. Actes pour lesquels il écopera d'une condamnation sans incarcération en 2010, mais avec l'obligation de se présenter au commissariat. Selon des révélations du Ministère de l'Intérieur vénézuélien, il participe, dès 2011, à des camps d'entraînement dans le but d'agresser le gouvernement d'Hugo Chávez.

Le 6 juillet 2013, Mr. Saleh a participé, en Colombie, au lancement d'un mouvement politique (Alliance Nationaliste pour la Liberté) [aux côtés de militants néo-nazis du groupe Troisième Force](#). Le positionnement politique de Lorent Saleh n'est pas un délit, cependant il nous paraît étonnant que le Sénat français déroule le tapis rouge à des représentants de cette idéologie.

Lorent Saleh et Diego Cubillos, du groupuscule nazi colombien *Tercera Fuerza*

Les amis colombiens de Lorent Saleh

En 2014, il participe à des guérillas urbaines dans le but de renverser le gouvernement vénézuélien. Bilan : 41 morts, 608 blessés, dont [la plupart sont imputables aux amis de Mr Saleh](#). Durant les mois qui suivirent ces violences, le jeune vénézuélien s'initiera à cette

diplomatie parallèle en parcourant plusieurs pays dans le but de conquérir des soutiens dans sa lutte contre le gouvernement du Venezuela.

Au cours de cette année, il retournera en Colombie et sera arrêté par les autorités colombiennes pour avoir participé à des actions violentes à Bogota, et [avoir tenter d'infiltrer l'Ecole de Guerre de ce pays](#).

Durant sa détention en Colombie, le journal colombien El Tiempo, publiera des photos compromettantes de Lorent Saleh dont une, où il apparaît armé d'un fusil Galil, de fabrication israélienne. El Tiempo relèvera pudiquement que l'activité de Lorent Saleh allait bien au delà de ce que son visa de coopération lui permettait. Au vu des révélations de cet organe de presse peu susceptible de complaisance avec la Révolution Bolivarienne, on peut se demander ce qui justifie l'invitation d'une telle personnalité dans les institutions de notre République.

Docteur Lorent et Mister Saleh. A gauche, lors de son audition au Sénat de la République Française, à droite armé d'un fusil Galil, prêt à commettre des activités terroristes au Venezuela

Lorent Saleh (au milieu) lors d'un voyage en Colombie

Pire encore, la même année, un échange skype entre Laurent Saleh et un mystérieux interlocuteur révèle le caractère mercenaire de l'invité du Sénat. Durant la conversation, [que chacun peut découvrir](#), Lorent Saleh découvre les contours d'une opération terroriste qu'il a lui-même contribué à planifier.

«Il faut commencer à monter des camps d'entraînement, ici en Colombie. Que nos gens apprennent à manier les armes et les explosifs, à faire de l'auto-défense et du parachute » dit l'invité de la République française. Puis il continue « nous possédons déjà des explosifs et du C4, mais nous devons avoir aussi des gilets pare-balles et de l'armement, et une façade diplomatique avec Opération Liberté [son ONG, NDT]».

En septembre 2014, la Colombie finira par extraditer ce terroriste en herbe au Venezuela, et lui interdira l'accès à son territoire durant 10 ans. Rapatrié dans son pays, il sera jugé, arrêté, mis sous les verrous, puis libéré en 2018, dans le cadre de négociations entre le gouvernement vénézuélien et des diplomates européens.

Le 26 février 2019, trois jours après l'échec du gouvernement des Etats-Unis de violer la souveraineté du territoire vénézuélien, nous retrouvons Lorent Saleh en Colombie. L'interdiction d'entrer sur ce territoire, émise par la justice cinq ans auparavant, avait été levée pour 90 jours par le gouvernement d'Ivan Duque. Ce soir là, il fut arrêté par la police colombienne. Les interprétations sur les causes de cette arrestation divergent. Certaines sources révèlent que Lorent Saleh aurait essayé [d'abuser de deux femmes dans un bar de nuit](#), la police de Colombie informera [quelques jours plus tard qu'il s'agissait](#) d'un contrôle de routine. Il sera finalement libéré.

La crise politique au Venezuela ne peut se résoudre pacifiquement que par le dialogue. Si les Etats-Unis et leurs alliés latino-américains continuent de jeter de l'huile sur les braises, les diplomates qui recherchent des solutions de paix ne peuvent que soutenir les rencontres qui se déroulent actuellement en Norvège entre les dirigeants envoyés par le

président Maduro et des députés de l'opposition vénézuélienne.

Or cette dernière est protéiforme, et couvre un échiquier politique très large. Il existe au sein de l'opposition des politiciens qui, tout en s'opposant au chavisme, à Hugo Chavez et au président Maduro, cherchent tout de même des solutions politiques pour éviter un conflit de plus grande ampleur.

En faisant le choix de s'afficher avec un membre de l'opposition la plus radicale, la plus violente et la plus extrémiste politiquement, la France ne fait pas honneur à la recherche de solutions politiques. Lorsque le président de la Commission des affaires étrangères au Sénat, Mr Christian Cambon (LR) affirme, devant Mr Saleh aux anges, que « [les 11 monstres ciblés par les pays qui ont saisi le Tribunal Pénal International devront répondre de leurs crimes](#) », ou invite son hôte à « [rapporter à nos amis vénézuéliens le soutien du Sénat de la République Française](#) », la France ne s'exclurait-elle pas de son rôle de médiation en posant des préalables qui pourrait nuire au dialogue d'Oslo ?

Romain Migus

La source originale de cet article est [Venezuela en Vivo](#)
Copyright © [Romain Migus](#), [Venezuela en Vivo](#), 2019

Articles Par : [Romain Migus](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca